



## Assemblée générale

Distr. générale  
28 juillet 1998  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-troisième session

## Révisions proposées au plan à moyen terme pour la période 1998-2001

### Programme 6. Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement

1. La préparation, la présentation et la teneur du plan à moyen terme et de ses révisions sont régies par le règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.
2. L'article 3.11 stipule, entre autres, que le plan à moyen terme est réexaminé selon les besoins tous les deux ans, de manière à y incorporer les modifications à apporter aux programmes et que les modifications proposées seront aussi détaillées qu'il est nécessaire pour y indiquer les incidences que les résolutions et décisions adoptées par les organes intergouvernementaux ou par des conférences internationales depuis l'adoption du plan ont sur les programmes.
3. Les révisions proposées ci-après modifient les paragraphes 6.2, 6.3, 6.5 à 6.8 et 6.10 du programme 6 (Afrique : Nouvel Ordre du jour pour le développement) du plan à moyen terme pour la période 1998-2001 qui a été adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/219 du 18 décembre 1996 et publié sous la cote A/51/6/Rev.1 et Corr.1
4. Les révisions sont présentées comme suite à la demande formulée par le Comité du programme et de la coordination à la première partie de sa trente-huitième session.
5. Il n'existe pas d'organe intergouvernemental spécialisé ni d'organe d'experts chargé d'examiner les révisions proposées au titre du présent programme.

#### A. Programme

##### *Paragraphe 6.2*

*Supprimer les trois dernières phrases du paragraphe.*

*Ajouter les nouveaux paragraphes suivants après le paragraphe 6.2 :*

«6.3 Le Plan d'action à l'échelle du système pour le redressement économique et le développement de l'Afrique a été établi en 1992, puis révisé en 1994. En 1997, il a été remplacé par l'Initiative spéciale du système des Nations Unies en vue de concrétiser le

nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, qui vise à renforcer le dispositif de coordination et de collaboration à l'échelle du système en vue du développement de l'Afrique, notamment en favorisant la coordination des actions des organismes du système présents en Afrique, y compris les institutions de Bretton Woods. L'Initiative spéciale, conçue comme un cadre de partenariat à l'échelle du système pour mobiliser l'appui de la communauté internationale en faveur de la région, prendra également en compte les priorités de développement définies par les pays africains eux-mêmes.

6.4 La Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, tenue en 1993, a réaffirmé l'attachement de la communauté internationale à la cause du développement de l'Afrique et poussé à une intensification de la coopération entre l'Asie et l'Afrique. Dans sa résolution 51/32 sur l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, l'Assemblée générale a pris note des résultats du Séminaire de haut niveau sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenu à Tokyo les 27 et 28 août 1996, et au cours duquel il a été décidé de tenir en octobre 1998 la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Cette conférence aura pour objectif de promouvoir le développement de l'Afrique autour des concepts clefs de contrôle et de partenariat à l'échelle internationale, en mettant l'accent sur les mêmes domaines de coopération et approches que ceux définis dans le nouvel Ordre du jour et l'Initiative spéciale. De surcroît, le document intitulé «Relance du développement économique et social de l'Afrique : le Programme d'action du Caire», dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 50/160, portait essentiellement sur ce que l'Afrique pouvait faire pour elle-même mais réaffirmait également la contribution irremplaçable que la communauté internationale pouvait apporter au redressement et au développement de l'Afrique.

6.5 À la demande du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a présenté, en avril 1998, un rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871-S/1998/318), dans lequel il a formulé une série de recommandations visant à faire face aux situations de conflit et à promouvoir une paix et un développement durables. Dans sa résolution 1170 (1998), le Conseil de sécurité a souligné que les défis auxquels l'Afrique doit faire face appellent une réponse d'ensemble et, dans ce contexte, a exprimé l'espoir que les organes et organismes compétents des Nations Unies, ainsi que les États Membres, examineraient le rapport et les recommandations qu'il contient et prendraient les mesures qu'ils jugeraient appropriées dans leurs domaines de compétence respectifs. L'examen du rapport par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session, puis par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1999, devrait susciter de nouveau l'intérêt de la communauté internationale pour le développement de l'Afrique et instaurer des conditions qui permet-

tent de renforcer les actions de suivi et de contrôle en vue de l'application effective des recommandations contenues dans le rapport.»

*Paragraphe 6.3*

*Remplacer* le paragraphe 6.3 par un nouveau paragraphe 6.6 libellé comme suit :

«6.6 Le programme sera placé sous la responsabilité conjointe du Département des affaires économiques et sociales, de la Commission économique pour l'Afrique et du Département de l'information.»

*Re numéroter* les paragraphes suivants en conséquence.

**B. Sous-programmes**

*Sous-programme 6.1 Mobilisation de la solidarité internationale et coordination mondiale*

*Paragraphe 6.5*

*Remplacer* le paragraphe 6.5 par un nouveau paragraphe 6.8 libellé comme suit :

«6.8 Le sous-programme, qui est exécuté par le Bureau du Coordonnateur spécial pour l'Afrique et les pays les moins avancés (Département des affaires économiques et sociales), doit servir de catalyseur à la pleine participation du système des Nations Unies et de la communauté internationale aux actions visant à satisfaire les besoins de l'Afrique en matière de développement et favoriser la création d'un cadre favorable aux efforts que le continent déploie à cette fin. Le sous-programme appuiera l'action de sensibilisation et les initiatives politiques que mène le Secrétaire général à l'échelle internationale en faveur du développement de l'Afrique.»

*Paragraphe 6.6*

À la fin de l'alinéa b), *ajouter* le membre de phrase suivant : «ainsi qu'à définir des orientations pratiques qui seraient incorporées dans le Programme d'action devant être adopté par la deuxième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique».

*Remplacer* l'alinéa e) par le texte suivant :

«e) Aider à coordonner l'action menée par le système des Nations Unies, tant en ce qui concerne les politiques adoptées qu'au niveau opérationnel, dans le cadre de l'application de divers programmes et initiatives en faveur de l'Afrique».

*Ajouter* un nouvel alinéa f) libellé comme suit :

«f) Assurer le contrôle de l'application de diverses recommandations concernant l'Afrique soumises par le Secrétaire général au Conseil de sécurité et aider à suivre, à contrôler et à coordonner les différentes initiatives multilatérales, bilatérales et régionales en faveur du continent».

L'alinéa f) *devient* l'alinéa g).

*Sous-programme 6.2*    *Contrôle, évaluation et suivi de la mise en oeuvre des programmes d'action en faveur du développement de l'Afrique*

*Paragraphe 6.7*        *Remplacer le paragraphe par le texte suivant :*

«Le sous-programme, qui est exécuté par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), visera essentiellement à : a) faire en sorte que le système des Nations Unies traduise les objectifs du nouvel Ordre du jour en mesures concrètes et coordonnées aux échelons national et régional; b) promouvoir la coopération nécessaire à une action constructive à l'échelle nationale et internationale; et c) mettre en oeuvre une stratégie efficace de communication et d'information visant à améliorer la circulation de l'information et la diffusion des meilleures pratiques. Le sous-programme s'inspirera également des capacités analytiques des divisions organiques de la CEA et de celles de ses centres de développement sous-régionaux.»

*Paragraphe 6.8*        *Remplacer le paragraphe par le texte suivant :*

«Les objectifs du sous-programme sont les suivants :

a) Renforcer la coordination et l'harmonisation des apports des différents organismes des Nations Unies en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale du système des Nations Unies dans le cadre du nouvel Ordre du jour, en resserrant la coopération entre les divers organismes et les organismes chefs de file, en assurant l'appui technique de réunions de groupes et en organisant des réunions de consultation avec les équipes de pays de l'Organisation des Nations Unies;

b) Favoriser la mise en oeuvre du programme à l'échelon national en participant à l'évaluation des besoins, à l'élaboration des notes de stratégie de pays, de plans d'action et de plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement;

c) Encourager les gouvernements à prendre en main l'élaboration et l'exécution des programmes et à jouer un rôle actif et prépondérant;

d) Aider les États Membres à élaborer des programmes d'assistance technique et à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en oeuvre de ces programmes;

e) Encourager la diffusion dans la région d'informations sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour et de l'Initiative spéciale;

f) Contrôler, analyser, évaluer et établir des rapports sur la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour, de l'Initiative spéciale et d'autres programmes spéciaux en faveur du développement de l'Afrique ou s'y rapportant;

g) Oeuvrer en faveur du développement de la coopération Sud-Sud.»

*Sous-programme 6.3*    *Campagne de sensibilisation à la situation économique critique de l'Afrique*

*Paragraphe 6.10* À l'alinéa a), après «la revue *Afrique Relance*», ajouter «et diverses publications spéciales (documents d'information, communiqués de presse, etc.)».

*Remplacer* les alinéas b), c) et d) par les textes suivants :

«b) Faire mieux connaître et soutenir les grandes initiatives et manifestations internationales et africaines qui contribueront au progrès économique de l'Afrique, tout particulièrement l'Initiative spéciale du système des Nations Unies pour l'Afrique dans le cadre de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, ainsi que les efforts déployés par les pays africains et leurs partenaires de développement pour favoriser le développement économique et social de l'Afrique;

c) Mettre en évidence les progrès accomplis et les problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre de l'Initiative spéciale;

d) Promouvoir et renforcer la coopération et l'intégration économique régionales et sous-régionales en diffusant des informations sur les mesures prises par l'Afrique et la communauté internationale pour améliorer leur action dans ces domaines.»

### C. Décisions prises par les organes délibérants

*Ajouter* les résolutions suivantes :

*Sous-programme 6.1 Mobilisation de la solidarité internationale et coordination mondiale*

*Résolution de l'Assemblée générale*

51/32 Examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unes pour le développement de l'Afrique dans les années 90

*Résolution du Conseil de sécurité*

1170 (1998)

*Sous-programme 6.2 Contrôle, évaluation et suivi de la mise en oeuvre des programmes d'action en faveur du développement de l'Afrique*

*Résolution de l'Assemblée générale*

51/32 Examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unes pour le développement de l'Afrique dans les années 90

*Sous-programme 6.3 Campagne de sensibilisation à la situation économique critique de l'Afrique*

*Résolution de l'Assemblée générale*

51/32 Examen à mi-parcours de la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90.

---